

Le mouvement *piquetero/a* en Argentine

Par Andrea D'Atri et Celeste Escati

Introduction

Le terme «*piquetero*» ou «*piquetera*» vient des piquets ou manifestations organisés par les travailleurs sans-emploi, généralement pour bloquer les routes et les voies d'accès, réclamant du travail et protestant contre les taux de chômage en hausse qui dévastaient l'Argentine pendant la crise financière des années 1990.

Le Mouvement *piquetero* est aujourd'hui un ensemble de groupes et organisations qui gèrent essentiellement les allocations de chômage fournies par l'État et réunissent occasionnellement des mobilisations conjointes dans la rue. Mais cet ensemble d'organisations a eu une présence indéniable dans les rues d'Argentine à la fin des années 1990 jusqu'en 2004, et ses méthodes de lutte ont été prises comme exemple par d'autres secteurs sociaux, donnant une plus grande visibilité à leurs protestations. Aujourd'hui, par exemple, les habitants d'une ville frontalière d'Argentine recourent aux piquets et barrages de routes nationales pour arrêter le flux de touristes et de marchandises de et vers l'Uruguay voisin, afin de protester contre l'installation d'une usine très polluante sur l'autre rive du fleuve Uruguay.¹ Les enseignants, fonctionnaires, travailleurs du secteur pétrolier et membres du mouvement étudiant les rejoignent souvent pour manifester aux barrages.

Bien que le Mouvement *piquetero* ait atteint son apogée d'exposition publique et de reconnaissance en 2001 et 2002 (quand la crise finissant la période précédente est apparue au grand jour) et ne soit pas un acteur clé dans les luttes sociales actuelles, ses méthodes marquent une étape dans la tradition de lutte de la classe ouvrière, du mouvement étudiant et d'autres mouvements sociaux dans le pays.

Le développement du Mouvement *piquetero* a connu trois périodes :

a) Les débuts, où les travailleurs du secteur pétrolier licenciés lors de la privatisation de l'entreprise publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), leurs familles et d'autres secteurs sociaux (enseignants, hommes d'affaires, etc.) des régions où l'économie dépendait du pétrole, tenaient la vedette. Comme l'ont souligné plusieurs auteurs, les *piqueteros*, paradoxalement, étaient issus des catégories de travailleurs les mieux payés de l'État providence : leur condition de *piquetero* est liée à la disparition de ce modèle économique, au démantèlement et à la privatisation ultérieure de l'YPF. On trouve les premiers *piqueteros* dans certaines provinces du centre du pays, dont l'économie dépend essentiellement des gisements de gaz et de pétrole.

b) La deuxième étape, au cours de laquelle le mouvement né spontanément a commencé à acquérir ses caractéristiques actuelles, en tant qu'ensemble des organisations associées aux partis politiques et autres formations de gauche, syndicats et, même, formations politiques péronistes qui soutiennent le gouvernement actuel, etc. Nous observons également, au cours de cette période, un développement des organisations en périphérie de la zone métropolitaine du Grand Buenos Aires. Dans la province de Buenos Aires, la plus riche et la plus densément peuplée du pays, un solide réseau basé sur le clientélisme politique existait depuis toujours. Il a également joué un rôle pour endiguer la crise sociale qui s'accompagnait d'une

1. La protestation a eu le plus grand retentissement international quand une jeune femme de cette région, vêtue d'un bikini, a franchi le cordon de sécurité au sommet de Vienne et défilé devant plus de 60 chefs d'État avec une banderole disant «pas d'usine à pâte à papier polluante – Greenpeace».

hausse considérable du chômage et de la pauvreté extrême; ce réseau a des relations étroites avec les organisations *piqueteras* locales.

- c) **La période actuelle**, marquée par le clivage entre un secteur associé au gouvernement (dont certains membres occupent des postes de fonctionnaires dans les ministères et autres organismes publics) et un secteur minoritaire qui continue à s'opposer au gouvernement dans les rues, mais qui a perdu son ancienne capacité de mobilisation.

Les débuts

La période initiale du Mouvement *piquetero* en Argentine se subdivise en trois moments : le *Santiagoñazo*, le premier *Cutralcazo* et le deuxième *Cutralcazo*.

Le 16 décembre 1993, une révolte populaire éclate dans la province de Santiago del Estero², sur l'initiative des fonctionnaires qui n'avaient pas été payés depuis trois mois. Comme leur situation affectait l'ensemble de l'économie de la capitale provinciale, notamment les petites entreprises, etc., d'autres catégories sociales les ont rejoints. Au cours des actions connues sous le nom de «*Santiagoñazo*»³, la foule a incendié le siège du gouvernement dans la capitale provinciale et assailli plusieurs organismes publics, ainsi que les maisons des politiciens réputés corrompus et d'autres considérés comme responsables des

souffrances du peuple. Cette révolte marque le début de la première phase où les rebellions des fonctionnaires se sont propagées, contre les politiques néolibérales imposées par le gouvernement de Carlos Menem⁴. Au cours de ces révoltes, il y avait des batailles rangées avec la police et autres forces de répression.

La deuxième phase de la période initiale débute en juin 1996, dans la province de Neuquén⁵, avec les premiers barrages organisés par les travailleurs du secteur pétrolier licenciés par l'entreprise publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), vendue quelques années plus tard à la société transnationale espagnole Repsol. Les manifestants ont bloqué la grand-route de Cutral Cò dans une petite ville où presque tout le monde travaillait pour cette société, directement ou indirectement. Ces actions sont connues sous le nom de «premier *Cutralcazo*»⁶. Les travailleurs licenciés n'étaient pas seuls à participer aux piquets; les membres de leur famille et beaucoup d'habitants de la ville les ont rejoints.

La troisième phase du mouvement a commencé par le «deuxième *Cutralcazo*», des événements qui ont déclenché des révoltes populaires comparables dans les provinces de Salta et Jujuy⁷. Le deuxième *Cutralcazo* a été déclenché par une grève des travailleurs de l'éducation, largement soutenue par les habitants, qui ont bloqué la route nationale et mené des combats acharnés contre les troupes de gendarmes nationaux envoyées dans la région par le gouvernement fédéral. Ces

2. Vous trouverez en annexe une carte d'Argentine permettant de localiser les provinces et les villes citées.

3. Nom communément utilisé pour décrire ces actions, rappelant une semi-insurrection dans la province de Córdoba en 1969, du nom de «*El Cordobazo*». Dans l'histoire contemporaine du pays, des termes similaires sont utilisés pour décrire toutes les révoltes populaires, insurrections, etc.

4. Avocat et politicien du parti péroniste Justicialista, qui a présidé l'Argentine pendant deux mandats consécutifs de 1989 à 1999. Il a introduit des réformes néolibérales, privatisant les entreprises publiques, dérégulant l'économie et libéralisant les prix. Son Ministre de l'économie, Domingo Cavallo, a instauré la loi de convertibilité, au titre de laquelle un peso argentin équivalait à un dollar des États-Unis. Cette loi est restée en vigueur jusqu'à la crise de décembre 2001. Ces mesures ont instauré la stabilité économique favorisant l'entrée de capitaux 'hirondelle', tandis que le pays bradait ses ressources naturelles, accélérant la hausse des taux de chômage et la flexibilité de l'emploi.

5. En Argentine centrale occidentale, à la frontière chilienne. Voir carte en annexe.

6. Le 31 décembre 1990, un décret exécutif national a transformé l'entreprise publique «Yacimientos Petrolíferos Fiscales Sociedad del Estado» en société anonyme «YPF Sociedad Anónima», marquant le début du processus de transfert de la société publique d'hydrocarbures au secteur privé. En 1999, Repsol a acquis près de 90 % de la totalité des actions de la société.

7. Dans le nord-ouest de l'Argentine, à la frontière bolivienne. Voir carte en annexe.

troupes ont toutefois dû battre en retraite devant la résistance populaire. C'est là qu'un policier a tué par balle la jeune Teresa Rodríguez, une domestique de 24 ans qui assistait à la manifestation et qui est ensuite devenue l'emblème du Mouvement *piquetero*⁸.

Le Mouvement *piquetero* de cette période se caractérise principalement par deux méthodes : le piquet pour mener la lutte et l'assemblée pour prendre les décisions. Au départ de cette méthodologie combative et démocratique, les participants ont élaboré un programme pour obtenir satisfaction, en utilisant l'action directe contre les forces répressives de l'État quand ils tentaient de se joindre aux travailleurs employés. À certains endroits, les assemblées sont devenues de véritables embryons politiques de «double pouvoir», les citoyens pénétraient dans les arsenaux de police et tenaient en respect les forces répressives de l'État.

Pour éviter l'amplification de ce mouvement, toujours spontané à l'époque, le gouvernement a pris de plusieurs manières de mesure comme : la répression, le confinement et la cooptation. Après la répression brutale des foyers de révolte à l'intérieur du pays, par la gendarmerie nationale, la plupart de ces mouvements ont été récupérés par le gouvernement. Dans certains cas, les assemblées ont été transformées en entités multisectorielles, permettant l'intervention des représentants de l'Église catholique, des chambres de commerce et de dirigeants et bureaucrates des partis politiques traditionnels. Leurs membres étaient des travailleurs employés et au chômage, participant en vertu du principe une personne, une voix. Dans d'autres cas, les organisations étaient composées uniquement de travailleurs sans-emploi et entière-

ment intégrées dans un régime de gouvernement communal. La plupart ont cédé au moment de recevoir des subventions, des prêts pour les petites entreprises et d'autres formes d'aide publique.

Bien que toutes les études s'accordent à dire que les femmes étaient les plus nombreuses à risquer leur vie sur les barrages et aux manifestations qui ont donné lieu au Mouvement *piquetero*, elles avaient une visibilité minimale. Les leaders reconnus, même par les membres du mouvement, étaient principalement des hommes. Néanmoins, malgré leur visibilité extrêmement faible, les femmes avaient un rôle de leadership pendant cette période, en contradiction avec tous les stéréotypes domestiques⁹.

Les femmes qui participaient au Mouvement *piquetero* à cette époque disaient que leurs maris déprimaient, tombaient malades, mouraient ou quittaient leur maison face à la désarticulation du monde du travail, mais que les femmes «devaient être plus fortes»; «en tant que femmes, quand nous nous sentions impuissantes – pas incapables, mais impuissantes – nous rassemblions notre courage»¹⁰. Pour la plupart, ces femmes de travailleurs du secteur pétrolier, se trouvaient dans une situation très particulière : habituées à ce que leurs maris soient absents pendant plusieurs jours ou semaines, elles bénéficiaient d'une autonomie relativement plus grande que les autres femmes de leur classe. Dans de nombreux cas, elles avaient déjà milité. Certaines avaient participé à des commissions de quartier ou aux Rencontres nationales des femmes organisées annuellement dans le pays¹¹, d'autres s'impliquaient dans une série d'activités destinées à améliorer la vie collective et celles qui avaient travaillé avaient une expérience du syndicalisme.

8. Un mouvement de travailleurs sans-emploi (MTD) a été rebaptisé Mouvement Teresa Rodríguez, en hommage.

9. En revanche, nous verrons plus loin dans cette étude comment, au cours de la deuxième période, les *piqueteras* ont acquis de la visibilité, mais dans des fonctions et des rôles étroitement liés aux stéréotypes sexospécifiques.

10. Interview d'Andrea Andújar dans «De la ruta no nos vamos» (Nous ne partons pas de la route), exposé présenté aux X^e Jornadas Interescuelas / Departamentos de Historia, Rosario, 2005.

11. En 1985, un groupe de femmes argentines s'est rendu à la troisième Conférence internationale des femmes à Nairobi. À leur retour, elles ont pris l'initiative d'organiser des rencontres nationales des femmes et la première a réuni 1000 participantes à Buenos Aires. Les rencontres se sont succédées d'année en année, dans différentes parties du pays, avec une participation toujours plus nombreuse.

Les femmes ont ainsi pu intégrer des exigences relatives à la vie quotidienne dans la liste des revendications du Mouvement *piquetero* : jardins entretenus par les mères, écoles maternelles de quartier, budgets accrus pour les cantines populaires, améliorations des soins de santé et exemptions fiscales pour les familles de sans-emploi. Certaines de ces femmes ont été élues porte-parole par les assemblées, dans un processus de démocratie directe, pour entamer le dialogue avec les autorités, les politiciens et les fonctionnaires locaux, devenant ainsi des personnalités reconnues par le mouvement dans son ensemble. C'est le cas de Laura Padilla, une enseignante de la ville de Cutral Cò, qui a dirigé la première *pueblada* ou révolte populaire de cette période et qui est restée une personnalité notoire dans les manifestations par la suite ¹².

 Deuxième étape

En 1997, les chômeurs de la zone métropolitaine autour de la capitale nationale, appelée le Grand Buenos Aires, ont bloqué des routes nationales 23 fois, tandis que 54 autres barrages routiers étaient organisés dans le reste du pays. Au cours de cette période, les travailleurs sans-emploi ont commencé à constituer leurs propres organisations, créant les premiers Movimientos de Trabajadores Desocupados (MTD) ou mouvements de travailleurs sans-emploi. Les années suivantes, le Mouvement *piquetero*, qui était au départ l'expression inorganique des protestations des travailleurs du secteur pétrolier, des travailleurs du sucre, des fonctionnaires et autres contre l'exclusion résultant

des politiques économiques néolibérales, est devenu un mouvement organisé composé de groupes territoriaux qui se réunissaient en divers organes de coordination et de blocs politiques. Ce «nouveau» Mouvement *piquetero*, apparu dans le centre économique et politique du pays, est issu d'organisations sociales ayant un passé de lutte lié à l'acquisition de terres, à la formation de petites coopératives et d'associations civiles mutuelles de proximité, certaines communautés chrétiennes laïques, etc.

Une autre caractéristique des organisations de travailleurs sans-emploi nées au cours de cette période est qu'elles se composaient principalement d'hommes et de femmes sans emploi depuis longtemps. Elles sont donc apparues principalement dans certaines zones périphériques de la ville de Buenos Aires, où le chômage structurel affectait alors pratiquement deux générations entières. À la revendication principale de «vrai travail», lancée par le mouvement des chômeurs au cours de la première période, l'État a répondu en 1996 par un programme d'allocations de chômage accordées en compensation de travail effectué (plan de travail). Ce programme a été rebaptisé 'plan chef de famille' en 2002, avec des allocations qui totalisent maintenant moins de 50 dollars par mois ¹³. Cette politique du gouvernement a fait de l'octroi des subventions, le point de négociation central entre l'État et le Mouvement *piquetero* ¹⁴. Néanmoins, cette réponse n'avait rien de novateur : la distribution de nourriture était la forme la plus courante d'aide publique et une source de relations clientéliste, orchestrées par les dirigeants politiques et les fonctionnaires des partis traditionnels. Dans la province de Buenos Aires, la

-
12. Elle a récemment intenté un procès en dommages et intérêts contre son ex-mari, demandant à être indemnisée de la violence dont elle a été victime ainsi que ses enfants. Cette action en justice est la première en son genre entamée dans notre pays, puisqu'elle a été intentée en dépit du fait qu'elle ait signé les papiers de divorce par consentement mutuel, autant d'éléments qui ont propulsé l'affaire Laura Padilla dans les grands médias nationaux. Elle a déclaré à la presse vouloir prouver qu'elle avait signé les papiers du divorce, parce qu'elle avait été «conditionnée à vivre dans la terreur pendant tant d'années, avec une personne qui portait une arme en permanence». Son ex-mari, comptable, travaille pour différentes sociétés de services pétroliers dans la région.
 13. Actuellement, le panier de la ménagère de base est estimé à neuf cents dollars par mois, un montant que ne couvre même pas le salaire minimum légal.
 14. «D'un volume initial d'environ 200 000 subventions en 1997, leur nombre est passé à 1 300 000 plans en octobre 2002. Ce plan social a aujourd'hui une portée encore plus vaste en Amérique latine, touchant 1 760 000 personnes. Il est important de noter que 10 % seulement de ces plans sont directement contrôlés par les organisations *piqueteras*, tandis que les 90 % restants sont gérés par les gouvernements municipaux généralement associés au parti péroniste.» Maristella Svampa, *Revista Barataria* n° 1, septembre 2004, Bolivie.

plus peuplée du pays, ce réseau d'assistance publique était organisé à l'époque par des femmes sans-emploi dirigeant des quartiers, connues sous le nom de «*manzaneras*»¹⁵.

Les principales activités des MTD apparus au cours de cette période consistaient à élaborer et à présenter aux autorités locales des projets de travail communautaire pour recevoir des subventions et des prêts pour les micro-entreprises, organiser les travailleurs sans-emploi de la zone et lutter en vue d'obtenir des «plans emploi» du gouvernement pour des denrées alimentaires et du carburant, etc. Un secteur demandant l'autonomie politique et organisationnelle a approuvé un nouveau slogan général pour la lutte du mouvement: «travail, dignité et changement social». À partir de 1998, cela a conduit à un débat en profondeur dans l'organisation: les uns faisant valoir la nécessité de centrer l'axe de la lutte sur le changement social, tandis que les autres soutenaient que la priorité devait être d'obtenir des subventions de l'État et d'autres questions liées à l'aide sociale.

Ce débat a donné lieu à une scission régionale entre les MTD. Le secteur du «changement social» soulignait qu'il fallait favoriser la mise en place d'une «république des assemblées» et la construction du «nouvel homme», affirmant que la lutte doit transcender les questions de pauvreté et de chômage. Dénommé Mouvement Teresa Rodríguez (MTR), il appelait à la participation non seulement des travailleurs sans-emploi, mais également des étudiants et autres groupes sociaux :

*«C'est une organisation de gens qui luttent pour le changement social. Notre mouvement appelle les personnes qui rendent hommage au travail et à la dignité à rejoindre nos rangs. Pourquoi lutter? Parce que personne ne nous a jamais rien donné, parce que nous avons tout obtenu en luttant, en chassant ceux qui nous tyrannisent et nous enlèvent tous nos droits; nous avons appris que sans lutte, nous n'aurons jamais rien. Et surtout, parce que tant que les injustices existent, la lutte est notre raison d'être.» Luciana Garrido*¹⁶

Ce secteur s'est organisé en assemblées où avaient lieu les débats et où les décisions étaient prises par consensus ou à la majorité des voix par vote à main levée. C'était également la méthode utilisée pour élire les membres considérés comme les plus aptes à mettre en œuvre les mesures convenues. Si la personne élue s'avérait incapable d'effectuer la tâche ou n'accomplissait pas le mandat qui lui était confié, l'assemblée se réunissait à nouveau et la révoquait. Les assemblées défendaient l'autogestion en matière de construction de logement, de préparation et distribution de nourriture, d'organisation des cantines populaires, d'alphabetisation, d'ateliers d'éducation populaire, etc. Pour reprendre leurs propres termes, les principales caractéristiques de ces groupes favorisant l'autonomie sont sans doute nées :

«En dehors des institutions sociales et politiques du pays, notamment les églises, les partis politiques, les syndicats, etc. Non seulement leur développement est autonome, mais cette autonomie est directement liée à la mauvaise réputation de ces institutions.»

Elles reconnaissaient aussi que «la lutte piquetera, en tant que telle, s'est progressivement étendue de la périphérie du pays vers le centre» et a déplacé l'axe du conflit, du processus industriel de production vers la circulation de marchandises avec le blocage des routes et des autoroutes. En vue de favoriser la prise de conscience générée par cette situation, elles disent que le Mouvement *piquetero* devrait proposer de nouvelles façons de se légitimer politiquement (la démocratie directe, donc, par opposition à la démocratie représentative). Elles affirmaient également que la violence «est un moyen d'autodéfense. En tant que telle, elle passe par un degré élevé de mobilisation des masses et de légitimité. Ce n'est pas la violence organisée par une organisation centralisée et elles n'ont pas non plus pour objectif de prendre le pouvoir»¹⁷.

Le MTD Aníbal Verón et le plus récent Front Darío Santillán¹⁸ présentent des caractéristiques comparables. On observe aussi la particularité des

15. Nous reviendrons plus loin sur la question des *manzaneras*.

16. Professeur et directeur du conseil de direction du MTR.

17. «Notas para la reflexión política (a propósito de la lucha piquetera)» [Notes de réflexion politique (à propos de la lutte piquetera)], Colectivo Situaciones, septembre 2001.

18. «Le slogan du Front Darío Santillán dit «renforcer le pouvoir du peuple pour le changement social» et le groupe se dit «anti-capitaliste et anti-patriarcal».

femmes du mouvement qui décident de tenir leurs propres assemblées pour demander à participer davantage à la prise de décisions du mouvement dans son ensemble. Ces assemblées sont apparues pendant les barrages mensuels du Pont Pueyrredón, après le meurtre par la police des *piqueteros* manifestants Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, sous l'ordre du gouvernement national, lors des manifestations à cet endroit en juin 2002¹⁹. Dans le contexte des barrages de plusieurs heures au milieu d'un pont qui connaît normalement un trafic dense de véhicules motorisés vers Buenos Aires, en provenance du sud, les *piqueteros* ont créé des commissions pour discuter de diverses questions et les femmes ont créé les Assemblées de femmes *piqueteras*. «*Nous risquons notre vie, mais nous avons besoin d'une voix*», dit une jeune *piquetera* de 25 ans²⁰. Ces femmes voulaient un mouvement comptant au moins deux porte-parole pour faire une déclaration à la presse à un barrage routier ou une autre action : un homme et une femme.

En plus de participer aux Rencontres nationales des femmes, elles organisaient leurs propres rencontres de femmes au sein de l'organisation.

«J'ai quitté la maison parce que mon père me violait et nous avons pratiquement toutes subi la violence de nos partenaires sentimentaux, de nos pères ou de nos frères. Souvent, les hommes qui sont avec nous lors d'un barrage routier, bravant la police, rentrent chez eux et battent leur femme. Nous voulons que l'organisation s'occupe de ces problèmes, nous voulons que ce soient des questions pour tout le monde, mais pour ce que soit le cas, nous devons continuer à nous rencontrer pour pouvoir parler entre nous d'abord, parce que c'est plus facile pour nous de procéder ainsi et de présenter ensuite nos propositions à tous les mouvements.» Monica²¹

Les changements s'observent surtout dans l'attitude à l'égard de la violence domestique. Plusieurs organisations *piqueteras* commencent à débattre le problème des femmes qui ne se cantonnent plus aux tâches traditionnelles de cuisine et d'éducation des enfants pendant les actions de rue et

les manifestations, mais assument des fonctions de sécurité des barrages (surveillance pour s'assurer qu'il n'y a pas d'infiltration d'agitateurs dans les manifestations, pas de consommation d'alcool pendant les actions, que les cortèges organisés ne sont pas abandonnés, qu'il n'y a pas de provocations de la police, etc.) et la représentation publique du mouvement, qui était précédemment dominée par les hommes.

Une des innovations apportées par les femmes du mouvement est l'action contre la violence domestique. Les membres du Mouvement *piquetero* ne s'adressent pas à la police dans ce cas, mais des «actions persuasives» sont entreprises à l'égard de l'agresseur. Plusieurs femmes vont au domicile de l'homme qui se rend coupable de violence contre sa compagne, pour lui parler de ce que cela signifie, de la raison pour laquelle il ne doit pas continuer à agir de la sorte, de la souffrance de sa compagne, etc. Le premier objectif est de lui faire savoir que son comportement violent est de notoriété publique dans le quartier et de l'inciter à demander l'aide d'un groupe de parole ou d'une autre thérapie. Parfois, quand ces mesures ne donnent pas de bons résultats, les femmes expulsent les agresseurs de chez eux par la force.

La force qui sous-tend l'intégration des femmes *piqueteras* dans les mobilisations de femmes pour le droit à l'avortement ou contre la violence à l'égard des femmes est venue en partie des étudiants universitaires féministes, principalement des facultés de sciences sociales, de sociologie, de psychologie, etc. Ces jeunes militants, qui se sont proposés pour organiser des ateliers sur la santé sexuelle et reproductive, ont progressivement fait ressentir la nécessité de l'auto-organisation des femmes en vue de lutter pour leurs propres droits. Toutefois, les *piqueteras* ont conscience que le pas décisif a été franchi après la première Rencontre nationale des femmes, qui a eu lieu dans la ville de Rosario en 2003 et les a incitées à continuer à débattre de ces questions.

Bien que certaines formations actuelles présentent des caractéristiques comparables à celles

19. Nous reviendrons sur cet événement plus loin.

20. *Diario*, p. 12, 4 juillet 2004.

21. id.

décrites ci-dessus, la grande majorité des organisations nées au cours de cette période n'ont pas la même structure opérationnelle ni les mêmes objectifs politiques. La grande majorité fonctionne par consensus entre les dirigeants et, bien que des assemblées se tiennent périodiquement ou dans certaines zones, elles tendent à être une question de forme plus que de fond. Dans l'ensemble, les assemblées ratifient les propositions faites par le conseil de direction ou les dirigeants des partis politiques auxquels chaque Mouvement *piquetero* appartient. Comme nous l'avons souligné, la demande de vrai travail qui caractérisait la première période a cédé la place à la demande primaire de subventions et de colis alimentaires pour les familles de travailleurs sans-emploi. En vue de renforcer le Mouvement *piquetero* dans ses négociations avec l'État, plusieurs organisations se sont réunies en Assemblée nationale *piquetera*. Dans cette assemblée, les groupes qui avaient le plus bravé le gouvernement formaient le Bloc *piquetero* national.

Depuis 1992, le gouvernement de la province de Buenos Aires avait organisé des milliers de travailleurs sans-emploi pour mettre en œuvre des plans d'aide. Selon les critères, ces travailleurs devaient avoir une «vocation de solidarité», ne pas être «conflictuels» et ne pas exploiter des entreprises, cantines publiques ou centres politiques chez eux. C'est ainsi que le gouvernement a créé une «armée de *manzaneras*» comme disait la presse, une «armée d'amour» selon les termes de l'épouse du gouverneur, de plus de 35 000 femmes qui agissaient en qualité de coordinatrices entre le projet de distribution alimentaire du gouvernement provincial et les familles bénéficiaires de cette aide. Le choix de femmes pour la création de ce réseau

d'assistance gouvernementale n'est pas un hasard²². Un des directeurs du projet explique que

*«Les femmes ont été choisies parce que l'on savait que ce choix serait incontestable... et par ailleurs, parce que nous sentions que les femmes seraient plus honnêtes et feraient du meilleur travail pour rendre transparente la distribution des ressources.»*²³

Le réseau des femmes était organisé comme suit : deux *manzaneras* étaient responsables de dix *manzanas* (une «*manzana*» désigne un secteur de quatre blocs d'habitations). Elles recevaient les rations alimentaires des autorités municipales et les répartissaient entre les foyers de leur ressort. Mais leur travail ne se limitait pas à la distribution de nourriture; elles conseillaient aussi les femmes enceintes concernant les programmes publics, les mères d'enfants en bas âge, etc. Pour ce faire, elles devaient établir un dossier des bénéficiaires et «nouer des liens de confiance avec les habitants».

L'énorme mouvement des *manzaneras*, créé par le gouvernement provincial en tant que réseau d'aide et de confinement dans une vaste crise socio-économique, a plus tard été exploité par le Mouvement *piquetero* dans la région. Ces femmes sont massivement entrées dans les MTD nés en différents endroits du Grand Buenos Aires en réponse à la crise gouvernementale et au démantèlement du réseau de confinement de l'État. En raison de leur présence, le Mouvement *piquetero* a été considéré comme principalement féminin à Buenos Aires, au cours de cette période (le mouvement se composait à 70 % de femmes) bien que ses représentants fussent presque exclusivement des hommes dont le leadership avait des aspects manifestes de la loi du plus fort²⁴. Contrairement à

22. Le discours prononcé par l'épouse du gouverneur de la province de Buenos Aires, la personne en charge de ces réseaux, est éloquent: «*Pourquoi des femmes? Parce qu'une femme est censée être plus proche des choses qui ont trait aux premières nécessités de nos enfants, elle se soucie davantage de leur santé, elle se préoccupe davantage de tout ce qui touche à la vie et, dans une société moins difficile comme la nôtre, elle doit en théorie avoir un peu plus de temps à consacrer à la solidarité.*» À la présentation officielle qui marquait le début du programme de *manzanera*, elle a déclaré «*nos femmes ont toujours été présentes, bénévolement, dans chaque initiative d'aide communautaire, de promotion et d'organisation. Mobilisées pour assurer la santé de leurs enfants, elles viennent généralement des quartiers les plus modestes. Le gouvernement provincial comprend l'importance de coordonner ces actions conjointes qui couvrent leurs besoins fondamentaux et, en même temps, de diffuser leur profonde sagesse dans toute la collectivité.*»

23. Interview citée par Laura Mason dans *La política en femenino*, IDES, Bs. As., 2004.

24. Parmi les organisations qui sont nées dans cette région à cette époque, une femme dirigeait le Mouvement indépendant des travailleurs retraités et sans emploi: Nina Pelozo. Elle est aujourd'hui la seule femme largement

ce qui s'est passé au cours de la première étape, les femmes *piqueteras* ont acquis ici une visibilité importante, mais leur rôle fondamental se réduisait essentiellement à l'organisation de tâches liées aux stéréotypes domestiques : responsabilité des cantines, jardins des mères, vergers communautaires, micro-entreprises en rapport avec la préparation de nourriture (pain, friandises), etc.

En 2001, sous la présidence de Fernando De La Rúa, les manifestations nationales et les barrages des *piqueteros* ont continué. Pendant la crise de décembre, quand le président a été contraint de démissionner au milieu des manifestations défiant les ordres du gouvernement, des milliers de travailleurs sans-emploi ont participé au pillage des supermarchés et autres entreprises dans différentes villes du pays. Plus de 30 personnes ont été tuées par les forces de police, dont plusieurs femmes et enfants. Les manifestations se sont poursuivies sous le gouvernement d'union nationale du péroniste Eduardo Duhalde et c'est sous sa présidence que la police a tué les deux jeunes *piqueteros* Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, lors d'une manifestation bloquant l'accès sud à la ville de Buenos Aires, comme dit plus haut. Cet acte, connu sous le nom de «massacre du Pont Pueyrredón», a déclenché une gigantesque manifestation de solidarité avec les *piqueteros*, en guise de réponse populaire. Les classes moyennes ont également participé à cette manifestation, obligeant le président Duhalde à organiser de nouvelles élections plus tôt que prévu.

Le Mouvement *piquetero* avait obtenu une participation massive et l'expansion territoriale, mais au prix d'un degré moindre de combativité et d'indépendance par rapport à l'État. Ces aspects allaient définir son évolution jusqu'à aujourd'hui, où le mouvement tend à disparaître.

Cas particulier : les ouvrières sans patron

Parallèlement à la crise ouverte de la fin 2001 et à l'émergence massive des mouvements de travailleurs sans-emploi, un autre phénomène internationalement reconnu est apparu. Devant la faillite, la fermeture ou l'abandon des usines par leurs propriétaires, les travailleurs, hommes et femmes, ont décidé d'occuper les locaux et de produire «sans patron». Ce phénomène s'est étendu à des centaines d'entreprises, en majorité petites ou moyennes qui, au fil du temps, sont devenues des coopératives. Les exemples les plus connus de ces reprises par les salariés sont Zanon Ceramics, le principal producteur de sols en céramique haute technologie d'Amérique du Sud, situé dans la province de Neuquen, et Brukman Textiles à Buenos Aires.

Les travailleurs de Zanon, qui sont rapidement devenus des modèles pour les autres usines reprises, parce qu'ils étaient capables d'augmenter la production «sans patron», ont décidé d'engager des travailleurs supplémentaires, qui devaient être membres du Mouvement des travailleurs sans-emploi et choisis par vote populaire dans leurs assemblées. Ils ont ainsi créé une alliance avec le Mouvement *piquetero* lui permettant de les défendre en cas de d'efforts juridiques pour les évincer ou d'attaques répressives par la police ou la bureaucratie syndicale. En outre, ils ont montré qu'ils étaient capables de résoudre le problème de la pénurie d'emplois et que seuls les intérêts des entreprises les avaient empêchés de le faire.

Dans le cas de Brukman Textiles, les travailleuses ont repris l'usine presque «par hasard». Le 18 décembre 2001, elles ont exigé le paiement des

reconnue en tant que dirigeante *piquetera*. Paysanne, épouse du dirigeant *piquetero* Raúl Castells, Nina a commencé à travailler aux champs à l'âge de sept ans. Adolescente, elle a travaillé dans l'industrie des réfrigérateurs et d'autres usines. En 2001, elle s'est jointe à son mari dans des manifestations et est rapidement devenue célèbre. Elle a gagné en popularité quand elle est devenue un sujet de controverse dans les médias, après avoir posé pour la couverture d'un magazine, portant une minijupe et un maquillage digne d'un mannequin. En dépit des attaques de la presse cependant, son mouvement a continué à soutenir ses apparitions publiques pour tirer avantage de sa popularité croissante; Nina est ainsi devenue une personnalité du show business. Elle a participé à plusieurs émissions télévisées et fait l'objet de nombreux débats concernant le rôle des femmes dans les classes populaires, la «frivolisation» des luttes sociales, etc.

salaires qui leur étaient dus et le patron a promis d'aller chercher l'argent à la banque, mais n'est jamais revenu. L'entreprise a été occupée par les travailleurs qui attendaient patiemment. Nombre d'entre eux ne pouvaient rentrer chez eux parce qu'ils n'avaient même plus l'argent nécessaire pour le trajet²⁵. Le lendemain, ils attendaient toujours dans les locaux et le pays a explosé. C'était le 19 décembre 2001. Après d'intenses mobilisations et *cacerolazos* (manifestations de casseroles) qui ont duré toute la nuit et jusque dans l'après-midi du 21 décembre, le président Fernando De La Rúa a démissionné.

Très vite, les travailleurs de Brukman ont contacté ceux de Zanon et décidé de suivre leur exemple. Ils ont continué à occuper l'usine, soutenus par la solidarité de milliers de proches réunis en assemblées locales, ainsi que de mouvements de travailleurs sans-emploi, d'organisations étudiantes, d'organisations de droits de l'homme, de partis de gauche, etc.

Les ouvrières ont eu une rencontre très particulière avec les féministes. Le 24 mars 2002, comme elles participaient, avec des milliers d'autres personnes, aux mobilisations marquant l'anniversaire du coup d'État de 1976, elles scandaient *«En 76, ils ont tué des milliers de camarades. Chez Brukman, nous nous souvenons de chacun d'eux, en nous battant pour le contrôle par les travailleurs.»*

Elles ont alors rejoint un cortège de manifestants féministes et leur ont dit: *«Venez avec Brukman. Femmes, venez. Sans vous, nous ne gagnerons pas notre combat.»*. Immédiatement, les féministes ont répondu : *«Brukman appartient aux travailleurs. Quiconque n'apprécie pas peut aller se faire voir.»*. Cette rencontre s'est prolongée puisque les féministes ont participé à toutes les activités et mobilisations de solidarité avec l'usine Brukman et les ouvrières ont participé aux Rencontres nationales des femmes qui se déroulaient en Argentine depuis 22 ans.

On peut l'imaginer, cette expérience a changé la vie et l'approche subjective de ces femmes. Celia Martínez, ouvrière de Brukman, dit: *«En d'autres temps, je n'aurais jamais imaginé être si loin de chez moi ni lutter pour des revendications que j'estime justes (même si certaines personnes ne sont pas d'accord). Essayer de parler de la lutte de mon usine et de mes concitoyens,... ces choses... je ne me serais jamais imaginée en train de les faire. Je suis certaine que j'ai toujours eu cette capacité, au plus profond de moi-même, que cela fait partie de moi, mais je ne l'avais jamais développée. Je pense que c'est de cela qu'il s'agissait parce que c'est ce que je ressens. J'ai toujours été combative : élever cinq enfants, aider mon mari à faire tourner un ménage avec un salaire minimum d'ouvrier et veiller à ce que les enfants grandissent bien, tout bien considéré... pour faire tout cela, il faut être*

25. Dans une interview de 2002, Celia Martínez, ouvrière de Brukman et leader incontestée de ce processus, a raconté ce qui s'est passé ce jour-là: *«À 14 heures, nous sommes descendus et il ne restait plus personne. Le chef du personnel était parti. Il y avait juste un gamin à la direction, qui travaillait sur un ordinateur. Aucun des patrons – personne, absolument personne. Nous avons alors décidé d'attendre, pendant qu'ils étaient partis chercher l'argent, pensant qu'ils reviendraient. Et nous sommes restés là et nous attendons toujours...»*. Dans la même interview, Celia dit: *«Maintenant, je rêve que l'usine nous appartienne, qu'elle devienne propriété de l'État ou non, nous cherchons un moyen légal pour pouvoir la faire tourner, pour pouvoir travailler pour les hôpitaux peut-être, faire l'un ou l'autre travail pour la collectivité, engager des centaines de chômeurs, parce que maintenant, je vois le chômage de près. C'est une nécessité que je vois quand nous manifestons avec les membres du Bloc piquetero ou le groupe Aníbal Verón. Je vois toutes ces femmes qui prennent leurs enfants par la main, marchant longtemps sous la pluie, dans le froid ou l'été, quand il fait si chaud... tous ces gens avec leurs enfants en cortège, réclamant des emplois, un salaire social, un salaire digne. Ils ont changé. Je vois toutes ces choses maintenant et ce qui m'intéresse, c'est de trouver une solution pour aider ces personnes de là où je suis, de mon usine, même si beaucoup de camarades sont pingres et ne veulent pas partager le moindre petit coin d'usine avec un chômeur. Cela m'a souvent vraiment mise en colère. Parce que j'insiste pour que nous engagions des gens, disant que des chômeurs devraient déjà y travailler. Nous avons la place. Nous avons les machines. Tout ce qui manque, c'est un peu de compréhension, un peu de solidarité de la part de certains camarades qui ne comprennent toujours pas cet élément indispensable pour changer, au moins un peu, la situation des chômeurs.»* Andrea D'Atri: *«Ahora sueño que la fábrica sea nuestra»*, interview de Celia Martínez, ouvrière de Brukman. *Revista Travesías* n° 11, CeCyM, 2002.

*combatif et avoir beaucoup de force; sans cela, tout va à vau-l'eau.»*²⁶.

Celia est l'une des nombreuses femmes venues à la lutte sociale et politique à cause de la crise économique, du chômage, de la fermeture des usines et cette lutte a également transformé sa vie de tous les jours. La couturière tranquille qu'elle était a pris la parole devant dix mille personnes lors de meetings et de manifestations. À cette occasion, elle a prononcé des phrases mémorables qui sont devenues des slogans du Mouvement *piquetero*, des reprises d'usines, etc. Quand des menaces de répression et d'expulsion pesaient lourdement sur Brukman, elle a appelé à la solidarité des autres usines reprises : *«Un coup porté à l'une est un coup porté contre toutes.»*²⁷. Aujourd'hui encore, cette phrase s'entend dans les manifestations et les luttes sociales en Argentine. Elle avait aussi l'art d'expliquer les choses en quelques mots : *«Si nous pouvons faire tourner une usine, nous pouvons faire tourner le pays.»*. Beaucoup de femmes comme Celia ont laissé derrière elles le cadre privé de leur vie domestique au cours de cette période et exploré de nouvelles voies de lutte leur permettant de découvrir des aptitudes personnelles dont elles ignoraient tout : *«Je me suis rendu compte que nous, femmes, n'existons pas seulement pour cuisiner et faire la lessive, que nous sommes capables de beaucoup plus. Et maintenant que je le vois... je n'ai pas l'intention d'arrêter.»*²⁸.

Pour les femmes sans-emploi, les féministes, les étudiants, les activistes et les militants de gauche, les «ouvrières sans patron» sont devenues emblématiques. Leur usine et la tente qu'elles ont dressée juste en dehors, après s'être fait brutalement expulser par la police sont inévitablement devenues des lieux de réunion, d'assemblées, d'activités pour les droits des femmes et autres événements. Elles ont aujourd'hui récupéré l'usine et continuent à travailler sans patrons en plein centre-ville de Buenos Aires, insistant pour que le gouvernement adopte une loi définitive d'expropriation de l'entreprise afin de pouvoir entièrement la remettre à leur coopérative.

La période actuelle

Au début de son mandat, le gouvernement péroniste actuel de Néstor Kirchner s'est efforcé de contrôler les organisations *piqueteras*, par une forte stigmatisation médiatique, entraînant la rupture de l'alliance entre les travailleurs sans-emploi et le reste de la société, accroissant la criminalisation des actions sociales et débouchant sur la fragmentation du mouvement, avec incorporation de certaines organisations créées par l'État (*piqueteros kirchneristes*) et isolement des autres, qui ont perdu leur pouvoir de négociation (*piqueteros* de la «ligne dure»).

«Aujourd'hui, le climat est différent; les travailleurs sans-emploi se font insulter, alors qu'il y a deux ans à peine, nous étions applaudis. Nous étions mieux préparés à faire face à la répression qu'à une politique comme celle de Kirchner.» Alberto Spagnolo²⁹

Ces dernières années, l'économie argentine a connu une forte croissance, principalement due aux prix internationaux des matières premières. Cette croissance a donné lieu à un redressement économique relatif qui a permis de réduire les taux de chômage et d'augmenter la consommation, surtout pour les classes moyennes et supérieures. Elle a également augmenté les recettes fiscales, avec lesquelles le gouvernement a renforcé sa politique de subventions, de mesures incitatives et de crédits aux secteurs du Mouvement *piquetero* qui étaient disposés à abandonner la lutte dans la rue. Par exemple, la Federación Tierra y Vivienda (FTV – Fédération de la terre et du logement), une organisation de travailleurs sans-emploi dans la zone métropolitaine du Grand Buenos Aires, a mis en œuvre 1500 projets de production et signé des accords avec le gouvernement pour la construction de plus de 1200 maisons.

D'après les données du Ministère du travail national, il y a environ deux millions de bénéficiaires des 'plans chef de famille': près d'un million et demi de femmes et un demi million d'hommes. De

26. Id.

27. Ce slogan a été intégré plus tard dans les mobilisations féministes contre la violence à l'égard des femmes.

28. Interview de Celia Martínez, op.cit.

29. Entrevue de Raúl Zibechi avec Alberto Spagnolo, prêtre détroqué et l'un des dirigeants du MTD Solano.

ces subventions, comme dit plus haut, moins de 10 % sont gérés par les organisations du Mouvement *piquetero*. Dans ce dernier cas, pour chaque «plan» de 150 pesos versés à un travailleur sans emploi, l'organisation à laquelle il ou elle appartient garde de 3 à 5 pesos pour les frais généraux³⁰. Cela signifie que le Mouvement *piquetero* organisé gère un total mensuel d'un demi à un million de pesos³¹.

Conclusion

Par la répression d'abord, puis par la cooptation, le gouvernement est parvenu à fragmenter, désarticuler et démobiliser le Mouvement *piquetero*. Seule une petite minorité d'organisations *piqueteras* continue à braver le gouvernement et les institutions du régime. Même ainsi, elles reproduisent toutes le clientélisme, historiquement dénoncé en tant que méthode utilisée par les partis traditionnels, basé sur la corruption. Cette méthode a été adoptée même par certains partis de gauche. Par l'administration des «plans emploi» et autres subventions octroyées par l'État, elles restent un «appareil» plus vaste que leurs forces réelles, ce qui

leur permet d'augmenter leur capacité de mobilisation et leur présence dans la rue. Dans l'ensemble, les différentes organisations favorisent leur propre contrôle sur les secteurs de base qu'elles représentent et privilégient aussi leur rôle de médiateurs avec l'État pour obtenir des subventions³².

Néanmoins, les expériences de lutte contre le chômage et la pauvreté extrême ont servi d'exemple à des millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi pendant la mise en application des politiques néolibérales. Elles représentent également une tradition de lutte, que la classe ouvrière pourrait reprendre face aux éventuelles voire probables crises économiques futures.

Pour des milliers de femmes, cette expérience a marqué leur entrée dans la vie publique, politique et la transformation de leur vie domestique quotidienne. Cela se voit aujourd'hui dans la participation massive de femmes des classes populaires aux rencontres nationales des femmes. Mais il n'est pas encore possible de dire quels seront les changements pour les nouvelles générations de filles élevées par ces mères qui «ont risqué leur vie» aux barrages, bravant involontairement les modèles et stéréotypes ancestraux.

30. Ce montant de 150 pesos équivaut à 50 dollars des États-Unis.

31. Les groupes *piqueteros* qui sont maintenant dévoués au gouvernement occupent des postes de fonctionnaires et figurent sur les listes des prochaines élections nationales, mais appuient aussi la candidature de l'épouse du président actuel, la sénatrice Cristina Fernández de Kirchner, à la présidence du pays... Parmi les différentes forces et personnalités publiques qui soutiennent sa candidature, il faut citer le Movimiento de Mujeres Evita (Mouvement des femmes Evita), une allusion à Eva Duarte de Perón, épouse du président argentin Juan Domingo Perón et leader politique national qui a milité pour le droit de vote des femmes dans notre pays.

32. Seules quelques voix s'élèvent contre cette tendance majoritaire, pour proposer un mouvement *piquetero* unique, démocratique, où la mobilisation serait une décision libre, volontaire, consciente des membres. Seule la convergence de différentes organisations en un mouvement unique serait en mesure de surmonter la fragmentation qui ne favorise que le gouvernement et seule la démocratie la plus large possible et le contrôle du mouvement par la base pourraient contrer les manœuvres de cooptation de l'État. Cela ne suppose pas de supprimer les différences d'unité de forme, mais plutôt d'encourager la démocratie directe au sein d'une organisation commune, avec la liberté de tendance et des débats publics.

■ ANNEXE 1

Succession des principaux événements

- 1995** Des commissions municipales de travailleurs sans-emploi sont organisées dans la province de Neuquén.
- 1996 Juin** Premier *Cutralcazo*. Les travailleurs sans-emploi de la ville de Cutral Có, dans la province de Neuquén, bloquent les routes nationales et empêchent le passage des camions-citernes. Les travailleurs sont appelés «*fogoneros*» (constructeurs de feux de camp) parce qu'ils prennent leurs décisions en assemblées horizontales autour de feux de camp («*fogones*») improvisés sur la route nationale.
- 1997 Avril** Deuxième *Cutralcazo*.
- La police réprime une manifestation d'enseignantes et de travailleurs sans-emploi dans la province de Neuquén, tuant Teresa Rodríguez, dont le nom devient l'emblème du Mouvement des travailleurs sans-emploi.
- Pendant le reste de l'année, des routes nationales sont bloquées dans d'autres provinces de l'intérieur du pays et les premières barricades sont dressées dans les alentours de la capitale nationale.
- 1998 et 1999** Des révoltes populaires répétées, appelées «*puebladas*»³³, ont lieu dans les villes de Tartagal et General Mosconi (province de Salta).
- 2000 Mai** 10 000 personnes marchent sur General Mosconi (Salta) venant d'une ville voisine, pour soutenir les 500 travailleurs sans-emploi qui bloquent la route nationale 34. Ils affrontent 1 000 gendarmes et policiers, et forcent la police à battre en retraite. De nombreux manifestants saccagent et brûlent l'hôtel de ville et d'autres bâtiments publics. Une trêve est proclamée après l'intervention de l'évêque local, ainsi que de responsables publics nationaux et provinciaux. Cette nuit-là cependant, un groupe de chômeurs bloque à nouveau la route nationale. Dans différentes parties du pays, il y a des protestations contre la répression à General Mosconi.
- Septembre** Quelque 300 travailleurs sans-emploi du secteur pétrolier de Patagonie se réunissent devant le siège de Repsol-YPF, réclamant 1 000 emplois à la compagnie pétrolière.
- Novembre** Le travailleur Aníbal Verón est tué par la police lors d'une insurrection, quand des agents tentent de dégager la route nationale bloquée par les travailleurs des transports qui réclament les salaires qui leur sont dus. Ils sont rejoints par des centaines de chômeurs de la région exigeant de «vrais emplois». Dans la province de Buenos Aires, les organisations de travailleurs sans-emploi bloquent la route nationale 2 dans le district de La Matanza, une zone très densément peuplée qui connaît un taux de chômage structurel élevé, réclamant des colis alimentaires et des subventions.

33. Insurrections populaires. Le terme désigne «une révolte de l'ensemble du peuple» contre l'ordre institutionnel.



- Février 2001** Plus de 3 500 travailleurs sans-emploi bloquent les routes nationales et les avenues en différents endroits de la province de Buenos Aires, réclamant des emplois, de la nourriture, des médicaments et des logements.
- Mai** Dans la province de Jujuy, quelque 2 000 personnes, notamment des travailleurs sans-emploi, des *campesinos* (paysans) et des aborigènes de la ville de La Quiaca, bloquent le Pont International, réclamant 300 plans emploi subventionnés par le gouvernement national.
- Juin** Des travailleurs bloquant la route nationale 34 à l'entrée de la ville de General Mosconi sont dispersés par 400 gendarmes, avec des balles de caoutchouc et de plomb, et du gaz lacrymogène. La répression fait 2 morts, 50 blessés et il y a plusieurs arrestations. Le lendemain, 18 citoyens de General Mosconi sont arrêtés. Plus tard, une mobilisation de 1 000 participants force les troupes à battre en retraite.
- Juillet** La première Assemblée nationale des travailleurs sans-emploi (ANT) ou Assemblée *piquetera*, réunit plus de 2 000 participants.
La première journée nationale de barrages routiers a lieu, avec la participation de plus de 100 000 personnes dans l'ensemble du pays.
- Août** Deuxième journée nationale de protestation, avec des barrages routiers de 48 heures dans tout le pays, auxquels participent plus de 150 000 personnes.
- Septembre** La deuxième Assemblée nationale *piquetera* réunit 1 500 délégués de plus de 14 organisations *piqueteras* de l'ensemble du pays. Dans ces assemblées, les secteurs qui sont le plus en faveur de la conciliation tentent d'apaiser les secteurs les plus radicalisés de la lutte des chômeurs. Malgré un vote en faveur de la poursuite de la lutte pour de «vrais emplois», à partir de ce moment, l'attitude des mouvements devient progressivement plus subordonnée à l'effort pour obtenir et administrer des «plans emploi» octroyés par l'État.
- Décembre** Le gouvernement national décrète des mesures pour confisquer les dépôts bancaires, internationalement connues sous le nom de «*el corralito*».
Les 18 et 19 décembre, les pillages dans la périphérie de la capitale et des manifestations au centre-ville mènent à la chute du gouvernement De La Rúa. Parallèlement, les ouvrières de Brukman Textiles reprennent l'usine après la fuite du patron. À partir de ce moment, il y a des manifestations quotidiennes de travailleurs sans-emploi, de membres des assemblées de quartiers; des personnes ayant des économies marchent sur les banques et tout cela se poursuit pendant plusieurs semaines. Les troubles durent jusqu'en janvier et le pays voit défiler une série de cinq présidents en cette courte période (De la Rúa, Ramón Puerta, Adolfo Rodríguez Saa, Eduardo Caamaño et, enfin, Eduardo Duhalde).
- Janvier 2002** Le sénateur Eduardo Duhalde (péroniste) est proclamé président national par l'Assemblée législative, pour combler le vide du pouvoir depuis décembre 2001.
- Juin** Les *piqueteros* Darío Santillán et Maximiliano Kosteki sont tués à bout portant lors d'une manifestation pacifique de travailleurs sans-emploi, appelée «massacre du Pont Pueyrredón». La riposte immédiate est une manifestation massive de milliers de chômeurs, travailleurs et secteurs de la classe moyenne

vers la Maison du gouvernement, pour protester contre la répression, forçant le gouvernement à convoquer des élections anticipées.

Janvier 2003

4 000 travailleurs sans-emploi de différentes organisations entament une journée de protestation de 48 heures réclamant la restitution de 10 000 plans emploi, l'extension des allocations à tous les chômeurs du pays et une augmentation, doublant le montant des allocations. D'autres groupes de travailleurs sans-emploi bloquent la route nationale dans le nord du pays pendant toute une semaine, réclamant la récupération de 500 'plans chef de famille'. Ils lèvent le barrage routier en réponse à la promesse que des représentants du gouvernement national viendront dans la région pour analyser la situation.

Février

Des travailleurs sans emploi du Bloc *piquetero* national entament un nouveau plan de lutte qui durera tout un mois, avec le blocage de routes nationales et de rues, des cortèges et des assemblées sur les sites de protestation, réclamant une augmentation des subventions. Ils défilent jusqu'au siège national de Repsol – YPF, où un grand rassemblement a lieu. En même temps, d'autres groupes bloquent les entrées des usines Firestone et Coca Cola. La manifestation comprend 36 piquets devant des usines dans tout le pays.

Près de 50 000 personnes, notamment des membres d'organisations pour les droits de l'homme, des groupes de travailleurs sans emploi et des partis politiques, se rendent à l'ambassade des États-Unis pour manifester contre la guerre.

Près de 100 000 personnes appelées par le Mouvement des mères de la Place de Mai, les grands-mères de la Place de Mai et d'autres organisations des droits de l'homme, sociales, étudiantes et de travailleurs sans emploi, ainsi que des assemblées et partis de gauche défilent en cortège vers la Maison du gouvernement, 27 ans après la fin de la dernière dictature militaire.

Avril

La quatrième Assemblée nationale des travailleurs employés et sans-emploi réunit plus de 2 500 participants.

Plus de 2 500 personnes se réunissent devant l'usine Zanon (sous contrôle des travailleurs) pour empêcher l'évacuation ordonnée.

Près de 300 policiers évacuent les ouvrières qui ont mené l'occupation et la production sous contrôle des travailleurs de l'usine Brukman Textile reprise en décembre 2001, après la fermeture déclarée par les propriétaires. Des centaines de proches, étudiants, *piqueteros* et partis de gauche se rassemblent aux portes de l'usine toute la journée et décident de faire une veillée. Le lendemain, plus de 7 000 personnes des assemblées de quartier, des organisations de travailleurs sans-emploi, des organisations étudiantes et des partis politiques de gauche marchent sur Brukman. Les travailleurs arrachent une des barrières de police qui encerclent l'usine et marchent vers l'usine, où la répression policière est impitoyable, avec des gaz lacrymogènes, ainsi que des balles de caoutchouc et de plomb. La répression fait des dizaines de blessés et plus d'une centaine d'arrestations. Pendant la nuit, les gens se réunissent devant les commissariats de police des quartiers pour demander la libération des prisonniers. Le lendemain, 25 000 personnes se joignent aux travailleurs de Brukman pour une nouvelle manifestation jusqu'à l'usine, afin de dénoncer la répression brutale et exiger l'accès à leur lieu de travail, dressant une tente gigantesque en guise de centre de résistance sur le site.

- Le lendemain, les manifestants bloquent le Pont Pueyrredón et défilent dans Buenos Aires pour protester contre la répression contre les travailleurs de Brukman.
- Mai** Une série d'actions sont menées dans tout le pays en commémoration de la journée internationale des travailleurs. Des *piqueteros* et partis de gauche rassemblent plus de 20 000 personnes à un meeting sur la Place de Mai, en face de la Maison du gouvernement.
- Investiture du président Néstor Kirchner.
- Près de 5000 *piqueteros* marchent vers la Place de Mai pour réclamer l'inclusion des travailleurs sans emploi dans les plans d'infrastructure annoncés par le gouvernement et le doublement des allocations des travailleurs sans-emploi.
- Juin** Près de 30 000 *piqueteros* défilent vers la Place Mai pour réclamer une réponse à la pétition qu'ils ont présentée au président Kirchner pour la création de vrais emplois, l'élargissement des plans emploi à tous les chômeurs et une augmentation des subventions pour doubler les allocations de chômage.
- Août** Le Congrès national abroge les lois de point final et d'obéissance due qui, depuis la restauration des régimes démocratiques en 1983, garantissaient l'impunité des militaires responsables du terrorisme d'État pendant les dernières dictatures militaires.
- Plus de 10 000 femmes défilent dans la ville de Rosario, le deuxième jour de la 23^e Rencontre nationale des femmes. Le droit à l'avortement et le droit d'une femme à disposer de son corps sont les principales revendications de la gigantesque manifestation.
- Septembre** Des *piqueteros* bloquent l'accès aux guichets des stations de métro pour demander la journée de 6 heures pour les travailleurs de ce secteur et la création de véritables emplois.
- Octobre** Près de 15 000 *piqueteros*, avec d'autres organisations, manifestent contre la criminalisation des protestations sociales.
- Novembre** Plus de 30 000 *piqueteros*, ainsi que 30 autres organisations sociales, manifestent sous le slogan «pour des emplois et des salaires, rupture avec le FMI. Non à la criminalisation de la protestation».
- La police déloge les *piqueteros* qui bloquent l'entrée d'une distillerie dans la ville de General Mosconi. Les gens sortent pour entendre des comptes rendus de la répression, en direct à la radio locale. Ils prennent une raffinerie de pétrole et mettent le feu à une citerne, vont dans les bureaux des sociétés Refinor et Tecpetrol, jettent les ordinateurs, les détruisent et les brûlent sur la route nationale. Ils tentent aussi d'occuper deux usines gardées par la 8^e gendarmerie; des manifestants sont arrêtés. Le soir, ils bloquent l'entrée de la ville demandant la libération des personnes arrêtées.
- Décembre** Les événements de décembre 2001 sont commémorés par diverses actions et marches, appelées par différentes organisations (progouvernementales et critiques du gouvernement), qui réunissent environ 50 000 manifestants. Au cours de l'action organisée par les *piqueteros* critiques du gouvernement, la «ligne dure», une bombe explose, placée par les services secrets de l'État, blessant 25 manifestants.
- 2004** L'activité du Mouvement *piquetero* commence à décliner (voir rapport).

■ ANNEXE 2 : Courants et organisations du mouvement

- **MTD «Aníbal Verón»** : ce Mouvement de travailleurs sans-emploi à orientation autonomiste est un conglomérat d'organisations divisé en une aile autonomiste et une autre populiste. C'est le mouvement le plus connu sur la scène internationale, en raison des répercussions du meurtre de deux jeunes *piqueteros* par la police le 26 juin 2002, lors d'une manifestation pacifique qui s'est terminée par la répression, des dizaines d'arrestations et la mort de Darío Santillán et Maximiliano Kosteki.
- **Coordinadora de Unidad Barrial (CUBA)** : l'Organe de coordination de l'unité de quartier a été constitué à la mi 1995 par un petit parti de tendance populiste guévariste.
- **Unión de Trabajadores Desocupados «General Mosconi» (UTD)** : le Syndicat de travailleurs sans-emploi de General Mosconi a été fondé en 1997; le principal porte-parole est un ancien travailleur d'YPF. Le syndicat fait partie aujourd'hui du gouvernement communal de General Mosconi, la ville pétrolière où le groupe est né.
- **Federación de Tierra y Vivienda (FTV)** : la Fédération de la terre et du logement est liée à la Central de Trabajadores Argentinos, la Centrale des travailleurs argentins (CTA), dirigée par le social-chrétien Luis D'Elía, participant à des reprises de terres dans les années 1980. La FTV a été constituée en 1998 en tant que conglomérat d'organisations sociales et est la plus grande organisation de travailleurs sans-emploi. Elle est aujourd'hui acquise au président actuel, Néstor Kirchner.
- **Corriente Clasista y Combativa (CCC)** : le Courant combatif de classe fondé en 1998 est lié au parti communiste révolutionnaire maoïste et ses principaux dirigeants sont Juan Carlos Alderete et Amancay Ardua.
- **Movimiento Teresa Rodríguez (MTR)** : le Mouvement Teresa Rodríguez est apparu en 1998 après la rupture du Mouvement des travailleurs sans-emploi Teresa Rodríguez.
- **Polo Obrero lié au Partido Obrero (PO)** : le Pôle ouvrier trotskiste est dirigé par Néstor Pitrola, un ancien graphiste. Il a été créé en 1999, mais s'est consacré à l'organisation des travailleurs sans-emploi en 2001.
- **Barrios de Pie** : Quartiers debout, de tendance nationaliste révolutionnaire, a été fondé à la fin de 2001. Son principal porte-parole est l'avocat Jorge Ceballos, aujourd'hui fonctionnaire au Ministère national de l'action sociale.
- **Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados (MIJD)** : le Mouvement indépendant des retraités et travailleurs sans-emploi est dirigé par les populistes Raúl Castells et sa femme Nina Pelozo. Le mouvement est issu de la rupture avec le CCC en 2001.
- **Movimiento Territorial de Liberación (MTL)** : le Mouvement territorial de libération a été fondé à la mi-2001, réunissant plusieurs petites organisations liées au parti communiste (PC). Leur principal porte-parole était Alberto Ibarra, un dirigeant de quartier important du PC. En 2004, il s'est séparé de l'organisation avec un groupe, pour former un noyau avec d'autres petits groupes.
- **Frente de Trabajadores Combativos (FTC)** : le Front des travailleurs combattifs est divisé en FTC et Conseil national FTC, composé de groupes trotskistes.



ANNEXE 3 : Carte de la République d'Argentine

